

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

46, avenue Villarceau
CCI Saône-Doubs

25000 BESANCON

Tél : +33 6 73 49 95 91

Mél : jean-luc.pele@bureauveritas.com

N° affaire : 9508294_1-5N0N9DW

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **QUARTIER AILLERET 1er RA - MISE EN CONFORMITE STEP**

QUARTIER AILLERET
90140 BOUROGNE

Destinataire :

MINISTERE DES ARMEES - SECRETARIAT GENERAL
POUR L'ADMINISTRATION

Benjamin MAILLE

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
07/03/2025	Rev0	création du document	Jean-Luc PELE

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	15
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier	15
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des risques particuliers	18
4.2. Analyse de risques	19
4.3. Co-activités et protections collectives	34
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	34
4.3.2. Déplacement de protection collective	35
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	35
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	36
4.4. Equipement de levage	36
4.4.1. Autorisation de survol	36
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	36
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	36

4.5.1. Approvisionnements et stockage	36
4.5.2. Travaux superposés	36
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	36
4.5.4. Protection contre le bruit	37
4.5.5. Protection contre l'incendie	37
4.5.6. Travaux en hauteur	37
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	37
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	38
4.6. Moyens communs	38
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	38
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	38
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	38
4.6.4. Protection des accès – Auvents	39
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	39
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	40
5.1. Stockages sur le chantier	40
5.2. Nettoyage	40
5.3. Enlèvement des déchets	40
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	40
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	41
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	41
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	42
6.1. Déclarations particulières	42
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	42
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	43
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	43
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	43
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	43
6.7. Locaux témoins	43
7. ORGANISATION DES SECOURS	44
7.1. Téléphone de secours	44
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	44
7.3. Travail isolé	44
7.4. Procédure d'organisation des secours	44
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	45
7.6. Point de rencontre secours	45
7.7. Modèle de fiche de secours	46
ANNEXES AU P.G.C.	47

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

Des renseignements transmis par VERDI en date du 04/03/2025 (descriptif travaux, plans et RAAT enrobés)

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Le projet concerne la mise en conformité de la STEP du Quartier Ailleret à Bourogne (90), telle que:

Lot N°1 - amélioration de la collecte des eaux usées

Déconnexion et déconstruction de 5 fosses septiques (sanitaires des bâtiments techniques/ sanitaires du stand de tir); dévoiement des eaux vers le réseau EU puis vers la station de traitement; réhabilitation des réseaux EU (au nord du bâtiment 576); pose de nouvelles conduites; mise à niveau de regards; remplacement de tampons de regards; installation de vannes sur le réseau EP

Lot N°2 - réhabilitation de la station de traitement

Création d'une nouvelle filière de gestion des boues comprenant la création de 6 bassins de stockage de boues, la démolition du silo à boues existants (pompage des boues résiduelles), la création d'un poste de relevage, travaux d'électricité et d'automatisme, travaux voirie et réseaux divers nécessaires au fonctionnement et à l'entretien de la nouvelle filière boues.

Amélioration du fonctionnement de la station comprenant le remplacement de pompes existantes et d'une sonde de niveau (mesure de débit).

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Marché privé

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 2 mars 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 11

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 2 lots

Estimation de 2 à 6 entreprises sous-traitantes

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Estimation à 10 personnes maximum de manière simultanée.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	MINISTERE DES ARMEES - SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION	Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Metz Pôle de Conduite d'Opérations de Besançon 64, rue Bersot - BP21437 25007 BESANCON cedex	benjamin.maille@intradef.gouv.fr	Benjamin MAILLE
Exploitant	1DIV/1RA/IEM/PREV	Quartier Ailleret BP 60539 BELFORT 90016	06 88 69 21 95 fabien.sire@intradef.gouv.fr	Fabien SIRE
.	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION		mary.cronenberger@bureauveritas.com	Mme CRONENBERGER
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION - agence de Besançon	46, avenue Villarceau CCI Saône-Doubs 25000 BESANCON	06 73 49 95 91 jean-luc.pele@bureauveritas.com	Jean-Luc PELE
Maîtrise d'œuvre	VERDI	3, Place du Général de Gaulle Le Quai des Affaires 88000 EPINAL	06 26 63 48 12 alaabouli@verdi.fr	Amine LAABOULI

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Œuvre pour non remise de document.

L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 :

Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Accès au site

Voir chapitre 3.2.2

Réseaux provisoires

Ces réseaux seront mis en place par chacun des Titulaires

Alimentation en eau calorifugée + cordon chauffant

Alimentation en électricité (ou groupe électrogène)

Raccordement eaux usées ou sanitaire sur cuve, vidangeable par entreprise spécialisée si impossibilité de se raccorder au réseau

Téléphone portable par équipe (vérifier réseau de téléphonie mobile)

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Clôture de chantier

Elle sera constituée de panneaux grillagés rigides sur supports béton et stabilisateurs, d'une hauteur de 2.00m, sérieusement fixés entre eux au moyen de bagues anti-démontage et complétée d'une signalétique adaptée (chantier interdit au public, port du casque obligatoire, traversée de piétons obligatoire, etc) visiblement et durablement.

Elle sera installée en périphérie des installations de chantier, des zones de stockages ainsi qu'à l'entrée des zones de travaux aux abords de zones accessibles par les usagers de la base par les 2 Titulaires, qui en assureront l'entretien sur leur secteur de travaux respectif pendant la durée du chantier.

Balisages/ barrières

En complément des clôtures de chantier telles que définies ci-avant, des barrières ou balisages seront installés par les Titulaires aux abords des différentes zones de chantier, ces dispositifs étant associés à une signalétique adaptée (chantier interdit au public, port du casque obligatoire, etc), ce, visiblement et durablement

Des contrôles réguliers de l'état des clôtures et balisages seront organisés par l'entreprise, la périodicité de ces contrôles, devra permettre le maintien satisfaisant de ses installations.

Chaque contrôle par l'entreprise devra faire l'objet d'un rapport rédigé dans le registre de sécurité du chantier. Ce registre de sécurité devra être déposé dans le bureau du chantier et mis à la disposition des organismes institutionnels.

Dans tous les cas les emprises de chantier sont clairement matérialisées par l'entrepreneur.

Les différentes mesures envisagées pour rendre "clos et indépendant les différents chantiers élémentaires et/ ou postes de travail feront l'objet, avant leur mise en oeuvre et préalablement au démarrage des travaux, d'un projet d'installation soumis à l'approbation de la Maîtrise d'OEuvre et du C SPS, feront l'objet d'une procédure visant à préciser les mesures qui auront été retenues pour assurer et garantir la mise en oeuvre des Principes

Général de Prévention notamment en matière d'accessibilité à des zones de chantier ou à risques

La mise en place et l'entretien sont à la charge de l'intervenant qui génère le risque.

En cas de défaut de celui-ci, le Mandataire devra se substituer.

Ces dispositions devront être mises en place préalablement à l'apparition du risque.

3.2.2. Accès

Accès zones de travaux

Les véhicules des Titulaires de travaux ne seront pas prioritaires lors des sorties de chantier sur les voies de circulation ouvertes au public.

Le Titulaire de travaux veillera pour que ses véhicules et ses engins sortant de ces accès de chantier n'emportent ou ne déposent pas de saleté sur la chaussée ouverte à la circulation; si besoin il procédera à ses frais à un nettoyage régulier de son chantier de contrôle et de ses abords.

Les personnels du Titulaire de travaux sur le chantier seront dotés impérativement d'un habit de travail réfléchissant de classe 2 – 3.

Les accès au chantier doivent rester en permanence libres aux véhicules de secours et protégés des nuisances liées aux travaux.

Ainsi, ces accès ne doivent pas être encombrés par des dépôts de matériaux, de matériels ou occupés par des stationnements de véhicules particuliers ou d'entreprises et d'engins de chantier.

Chaque entreprise veille à mettre en place les ouvrages nécessaires aux maintiens des accès.

Les Titulaires en plus de la signalisation à l'égard du public mettront en place des protections, des balisages plus de la signalisations au niveau de ses postes de travail pour éviter les accidents pour les personnes ou véhicules qui circuleraient aux abords des chantiers .

Accès des personnels sur un chantier du BTP

Chaque intervenant devra être porteur d'un élément distinctif (ex: casque, vêtement de travail, badge) identifiant son entreprise d'origine.

Chaque entreprise intervenant sur l'opération tient à jour une liste nominative de ses personnels présents sur le site y compris les personnels intérimaires.

De plus, chaque entreprise prendra les dispositions nécessaires en vue de fournir à ses salariés une carte d'entreprise type FNB en vigueur à ce jour.

Tous les intervenants sont soumis à cette obligation.

3.2.3. Circulations

Dans les zones chantier, la vitesse est limitée à 30 Kms/h pour les VL et 20 Kms/h pour les engins et camions

Le stationnement des véhicules se fait en marche arrière.

Le Code de la Route est applicable sur le site.

Les voies de circulation engins/piétons devront être dissociées et le port de tenues réfléchissantes de classe 2 sera obligatoire.

Le croisement de véhicule sur la piste aménagée s'effectuera sur la zone construite à cet effet et signalisée

3.2.4. Signalisation

La signalisation sera mise en place par le Titulaire des Travaux, au démarrage du chantier.

Panneau de chantier

Conformément à l'article R.8821-1 du code du travail, ce panneau comportera les noms, raisons sociales et adresses de tous les intervenants. Il sera visible depuis la voie publique et installé par les Titulaires des lots 1 et 2.

Signalisation chantier

Dès l'accès au chantier, pour tous les locaux de vie et d'hygiène, les Titulaires installent, entretiennent et maintiennent en bon état permanent, visiblement et durablement, en les adaptant, les panneaux conformes aux dispositions du code de la route ou affichages ou pictogrammes suivants :

- « chantier interdit au public »,
- « port du casque obligatoire »,
- « port des chaussures de sécurité obligatoire »,

- « interdiction de fumer », (décret du 15 novembre 2006),
- Panneau « STOP » au niveau de la sortie du chantier

3.2.5. Stationnements

Des zones de stationnement des véhicules et engins sont à aménager sur toutes les zones travaux

3.2.6. Stockage

Livraisons

Les dispositions (circulations, accès, zones d'attentes, réservations pour entrées des véhicules, rampes provisoires, etc.) feront l'objet d'un plan, complémentaire au plan d'installation de chantier, qui sera remis aux fournisseurs concernés,

Dans le cas de "circulation dangereuse" ou dans le cas de manoeuvres pour les entrées-sorties du site, le livreur sera guidé par le chef de chantier de l'entreprise livrée, ou, a minima, par un "homme trafic", et ce sur tout le parcours concerné par le risque, le chef de manoeuvre étant alors équipé en conséquence (tenue réfléchissante de classe 2 ou 3)

Information des fournisseurs et notamment pour ce qui concerne le gabarit des véhicules utilisés.

Les points suivants devront être précisés sur le PIC:

- aires de déchargement
- aires de retournement
- aires d'attente et/ou de stationnement

Zones de stockages

Stockage des différents matériaux conformément au plan d'installation de chantier du Titulaire.

Il ne sera pas accepté de stockages sur des zones non protégées par une protection collective si la zone de stockage concernée n'est pas située au sol.

Les zones de stockage devront être organisées par le lot génie civil, qui tiendra compte des besoins de chaque lot lors de l'établissement du PIC.

Enfin, tenir compte de la réglementation environnementale s'agissant des types de stockages et du positionnement des bennes.

Aucun stockage ne sera accepté au droit d'un sol fragilisé (ex: à proximité d'une fouille ou d'un dénivelé)

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Réseaux provisoires de chantier

Chaque Titulaire fait vérifier les installations électriques précitées par une personne réputée compétente par le Ministère du Travail.

Le rapport de cette (ces) vérification(s) avec les justificatifs de réalisation des travaux requis est présenté au coordonnateur et reste tenu à disposition dans le bureau de chantier.

Il doit également:

- la fourniture, l'entretien et l'alimentation des coffrets de chantier en nombre suffisant.

Ces coffrets seront équipés de 6 prises au minimum. Leur implantation permettra l'emploi de rallonges d'une longueur inférieure à 25.00 m,

- la fourniture du plan d'installation électrique sera établi et fourni au Coordonnateur lors de la période de préparation.
- la surveillance et entretien des installations
- les vérifications des installations électriques demandées seront effectuées conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur.

Les rapports de vérification et registres de sécurité seront maintenus à disposition sur le chantier.

Chaque entreprise doit utiliser du matériel conforme à la réglementation et désigner une personne chargée de son entretien. ces installations seront conformes à la réglementation et notamment pour ce qui concerne l'exposition à l'humidité (attente de la mise hors d'eau du bâtiment),

Les installations d'éclairage seront séparées des installations des coffrets de prises, l'intensité du courant sera, conformément à la norme C.15-100, fonction des conditions des locaux éclairés,

Ces installations seront réalisées au fur et à mesure de l'avancement du chantier selon les besoins et seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de leur installation

En outre, les Titulaires prévoiront dès le démarrage des travaux un raccordement en eau pour les besoins des cantonnements et du chantier, ce branchement devant être hors gel (calorifuge/ cordon chauffant)

3.2.8. Cantonnements et entretien

Cantonnements de chantier équipée suivant réglementation en vigueur par les 2 Titulaires de Travaux.

Les installations sanitaires seront prévues pour l'effectif de chantier Tous Corps d'Etat.

Elles auront un système d'assainissement autonome sans rejet vers le milieu naturel, alimentées en eau, éclairées et chauffées.

Prévoir la mise en place d'un sanitaire Homme séparé d'un sanitaire femme si présence de salariés des 2 sexes.

De plus en cas de présence de personnel féminin des vestiaires séparés Homme / Femmes devront être mise en œuvre.

Il sera tenu compte de l'évolution des effectifs.

Un ensemble vestiaires-réfectoire équipé conformément à la réglementation (armoires, bancs) tenant compte de l'évolution des effectifs tous corps d'états.

Il sera équipé conformément à la réglementation tenant compte également de l'évolution des effectifs tous corps d'états : les revêtements intérieurs de ce local seront faciles à entretenir.

Il sera chauffé, éclairé, ventilé, équipé de table, chaises, matériel de conservation et réchauffage des aliments.

Il sera nettoyé après chaque repas, un nettoyage complet obligatoire des locaux devant être effectué 1 fois par semaine.

La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,50 m2 minimum par personne.

Ces locaux de vie et d'hygiène sont réalisés suivant les prescriptions du décret du 8 janvier 1965

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Les Titulaires assureront l'entretien et la maintenance de leur base vie respective

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, le Titulaire des travaux soumettra à l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier qui devront préciser la localisation :

- des accès aux différentes zones de travaux et aux installations de chantier,
- des clôtures et protections temporaires,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir la circulation d'engins de chantiers,

- des réseaux provisoires enterrés et aériens destinés aux installations de chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention éventuelles,
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de la grue ou de la grue mobile,
- des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche,
- de l'emplacement des systèmes de pompage (passse à poissons et déversoir),
- de l'emplacement du dispositif d'alerte constitué par alarme sonore et visuelle,
- de l'emplacement des dispositifs de secours en cas de noyade (bouées; gaffes)

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	FIN DE CHANTIER
Accès	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	FIN DE CHANTIER
Circulations	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	FIN DE CHANTIER
Signalisation	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	FIN DE CHANTIER
Stationnement			
Stockage	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	FIN DE CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	FIN DE CHANTIER
Coffret électrique général	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	FIN DE CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage			
Cantonnement	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	FIN DE CHANTIER
Infirmierie de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	FIN DE CHANTIER
PIC	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT		

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Protections collectives	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	FIN DE CHANTIER
Accès hauteur communs	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	FIN DE CHANTIER
Déchets - Gravats	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	FIN DE CHANTIER
Pompage des zones de travail	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	FIN DE CHANTIER

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TRAVAUX PREPARATOIRES		LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	Routier, autoroutier Réseaux Collision, heurt Engins et matériels Inhalation poussières	
2 TRAVAUX DE DEMOLITION/ DEPOSE D'OUVRAGES EXISTANTS		LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	Travail en hauteur Rupture, effondrement Manutention manuelle Inhalation poussières Chute d'objets, éclats Engins et matériels Source d'asphyxie Inflammation, explosion	
3 TRAVAUX DE VRD		LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	Environnement naturel Collision, heurt Choc, coupure, piqûre Rupture, effondrement Engins et matériels Contraintes météorologiques Travail en hauteur Routier, autoroutier Voisinage Travail isolé Produit inflammable Produits dangereux Manutention manuelle Contact électrique direct ou indirect Bruit, vibrations Inhalation poussières Travaux à point chaud Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Réseaux Noyade Chute d'objets, éclats Chute et heurt avec charge en mouvement	Matériel homologué à jour des vérifications périodiques. Privilégier équipements en protection collective type nacelle .
4 TOUS LOTS		LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT	Amiante Plomb	

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TRAVAUX PREPARATOIRES

LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Routier, autoroutier	<p>La signalisation sera mise en place conformément aux dispositions prévues lors de la VIC et les demandes des MOA et exploitant (1DIV/ 1RA)</p> <p>Les panneaux de signalisation seront conformes à la réglementation et devront être du commerce, les panneaux « fabrication maison » seront prohibés.</p> <p>Port des EPI réfléchissant, circuler sur les bas côtés, ne pas emprunter les voiries PL et engins.</p> <p>Guidage des PL dans les zones étroites et sans visibilité par hommes trafics identifiés.</p> <p>Sens de circulation et d'accès définis à l'avance et signalés sur chantier et à ses abords (accès, sorties).</p> <p>Circulations piétonnes sur les bas côtés sur des chemins balisés, signalés, séparés des voies de circulation d'engins, de PL ou avec des véhicules identifiés signalés</p> <p>Respect du plan de circulation de chantier</p> <p>Nettoyage voirie aussi souvent que nécessaire</p> <p>Homme trafic pour toute manoeuvre jugée dangereuse ou en bordure de zones à risques</p>	Port du gilet réfléchissant
Réseaux	<p>L'ensemble des personnels travaillant à proximité de réseaux devra être formé AIPR</p> <p>Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT</p> <p>réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux.</p> <p>Le retour de la DT est présent en annexe du CCTP.</p> <p>Les campagnes de marquage/piquetage pour identifier les réseaux enterrés doivent être réalisées en amont du démarrage des travaux, charge aux entreprises intervenantes de conserver ce marquage durant la totalité des travaux</p> <p>Association des concessionnaires aux réunions de piquetage si nécessaire.</p> <p>Consignes et informations écrites au conducteurs d'engins, présence d' homme guide pelle etc.</p> <p>Respect des distances de sécurité vis à vis des réseaux électriques enterrés et aériens conformément à l'article R. 4534 -125 du code du travail qui précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée.</p> <p>Engins à bras de taille et de gabarit adaptés à travailler sans risques près des réseaux</p>	<p>Respect des signalisation et des protection des réseaux.</p> <p>Respect des distances de sécurité vis à vis des réseaux électriques enterrés et aériens conformément à l'article R. 4534 -125 du code du travail qui précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Engins munis de limiteur électronique de mouvement du bras des pelles pour éviter leur entrée dans les zones d'amorçages des câbles électriques. Pose de gabarits limitation de hauteur et de signalisation des lignes électriques aériennes sous tension	
Collision, heurt	Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Se tenir à distance des aires d'évolution des engins et de circulation Signalisation adaptée Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers, Le personnel de chantier sera équipé de gilets fluorescents de classe 2 pour toutes les interventions sur l'ensemble de l'opération Pas d'interférence de circulation entre chargeur et camion d'approvisionnement dans le cas d'évacuation de terres. Bips et caméras de recul Gyrophares sur engins Pour la réalisation des travaux qui lui sont confiés, tout entrepreneur devra prendre en compte les interférences possibles avec le réseau routier	
Engins et matériels	Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires Engins TP et PL munis d'avertisseur sonores en marche arrière et gyrophare et de caméras de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part. Les Conducteurs posséderont une autorisation de conduite délivrée par l'employeur ainsi que le CACES correspondant au véhicule utilisé	Engins, matériels et PL équipés d'avertisseur sonore en marche arrière, rétroviseurs, plaques de signalisation Respect de la signalisation mise en place par le chantier et du plan de circulation
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation) Arrosage des pistes de chantier, des zones de travail poussiéreuses Éviter les nuages de poussières vers les voies de circulation ouvertes au public	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.

Séquence : 2 - TRAVAUX DE DEMOLITION/ DEPOSE D'OUVRAGES EXISTANTS

LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Les sécurités collectives existantes devront être conservées durant toutes la phase de travaux précédant la démolition lourde par engin de chantier</p> <p>En cas de risque de chute sur un ouvrage non sécurisé, mise en place en amont de toute intervention de protections collectives provisoires</p> <p>Toujours privilégier les équipements en protection collective</p> <p>Respect du Décret du 01/09/2004</p> <p>La périphérie de toute plateforme située en hauteur devra être protégée au moyen de gardes corps complets (lisse haute: 1 à 1.10m ht; lisse intermédiaire à 0.50 m et plinthe de 0.15 m) fixés de manière durable et efficace</p> <p>En cas de superposition de tâches au droit des trémies un platelage sera mis en place afin de protéger les salariés des risques de chutes divers et de gravois de démolitions ou en surplus</p> <p>Personnel formé pour le montage de la structure</p> <p>PV de vérification par personne compétente</p> <p>S'assurer que le terrain soit plan et stable pour permettre l'utilisation de nacelle et/ou la mise en place d'un échafaudage</p> <p>Dans le cas de l'utilisation de nacelle, port du harnais selon notice constructeur et vérification des VGP de l'engin, le conducteur devant être en possession d'une autorisation de conduite.</p> <p>Interdiction de sortir du panier une fois celui-ci en élévation, la nacelle étant un poste de travail et en aucun cas un moyen d'accès à un niveau supérieur</p> <p>Dans tous les cas de figure, les protections individuelles anti-chute ne seront pas acceptées sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement en sécurité collective</p>	
Rupture, effondrement	<p>L'entreprise en charge des travaux de démolition effectuera l'ensemble de ses travaux à l'aide d'EPI et d'équipements adaptés</p> <p>D'une manière générale, avant tout début d'exécution, l'entrepreneur chargé des travaux devra procéder à un examen complet des ouvrages à démolir. Lors de cet examen, il déterminera :</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<ul style="list-style-type: none"> - la nature, la résistance et la stabilité des ouvrages à démolir, - les mesures nécessaires pour assurer la stabilité des divers éléments en cours de démolition. Les étalements doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, garde-corps, filets ou tout autre type de protection collective, dans toutes les phases provisoires des travaux. - le recensement des ouvrages voisins, leur résistance, et l'influence du curage sur ces derniers afin de prendre les mesures compensatoires s'il y a lieu. - l'étude, choix des modes opératoires et du matériels les mieux adaptés au travail à exécuter et aux risques générés, - le choix de main d'œuvre qualifiée, encadrée et formée au mode opératoire retenu, - la vérification de la nature et de la salubrité des éléments à déposer, fournir les protections individuelles requises, - la fourniture et installation de plates-formes de travail, de surfaces de recueils contre les chutes et chutes de gravois, utilisation d'outils adaptés, aspiration ou aspersion des poussières, etc. 	
Manutention manuelle	<p>L'entreprise devra préciser le mode opératoire retenu pour l'évacuation des gravats ou pour l'acheminement de matériel sur la zone de travail</p> <p>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens.</p> <p>Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.</p>	
Inhalation poussières	<p>Prendre toutes dispositions selon avancée de la technique pour réduire au maximum les nuisances de chantier (bruits ; poussières)</p> <p>Humidification des gravois par aspersion</p>	
Chute d'objets, éclats	<p>Le mode opératoire de l'entreprise devra préciser quelles sont les mesures prises pour éviter tout effondrement non contrôlé</p> <p>Superposition de tache interdite</p> <p>Balisage de la zone</p> <p>Mise en place de dispositifs pare-éclats, pare-gravats suivant nécessité (à préciser dans PPSPS)</p>	
Engins et matériels	<p>Echafaudages (ex: intervention dans silo existant pour curage)</p> <p>Privilégier les échafaudages avec montage démontage en sécurité MDS. Les échafaudages devront comprendre des</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>escaliers, de préférence aux trappes et échelles intégrées. Ils devront comporter des lisses, sous-lisses et plinthes.</p> <p>Les matériaux qui composent l'échafaudage doivent être d'une solidité et d'une résistance adaptée à leur emploi.</p> <p>Le montage d'échafaudage doit être réalisé par des personnes ayant reçu une formation adéquate, et conformément à la notice de montage ou à une note de calcul réalisée par une personne formée et compétente.</p> <p>Réception de l'équipement d'accès par une personne compétente avant le démarrage des travaux.</p> <p>Engins de chantier Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part. Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite délivrée par l'employeur Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Les engins devront être à jour des VGP</p> <p>Levage-manutention Examen d'adéquation des appareils de levage Plan d'adéquation à transmettre au CSPS avant toute utilisation et ce pour chaque configuration de poste, la fiche d'adéquation de levage étant sur modèle EDF. La capacité portante de la plateforme de grutage devra être justifiée. Abonnement météo</p> <p>Véhicules Les véhicules doivent être équipés d'au moins un gyrophare, un triangle de présignalisation et un gilet rétro-réfléchissant, rangés dans l'habitacle et conformes aux normes CE, ainsi qu'une trousse de secours et d'un extincteur.</p> <p>Autres Utilisation des équipements de protection individuelle nécessaires (casques, lunettes et/ou visière, gants, chaussures de sécurité). Outillage conforme (présence de protections</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>collectives, carters, etc.). Utilisation de prolongateur de type H07 RVF à l'exclusion des rallonges de couleur orange et/ou blanche. Chaque entreprise doit veiller à ce que: Toutes les machines utilisées sont homologuées et possèdent les arrêts, protections, carters et aspirations, réglementaires, à jour des vérifications périodiques, équipé de ses protections intégrées. La réglementation en vigueur pour l'installation de machines en ateliers s'applique également sur les chantiers de bâtiment et travaux publics, Le travail est favorisé par l'utilisation d'établi ou table de travail munis de points de fixation des pièces à travailler, Les opérateurs sont qualifiés et équipés des protections individuelles adaptées, Les scies de chantier (à proscrire dans la mesure du possible) sont installées sous abri et sont équipées des protections et guides nécessaires, Le sciage à eau est privilégié aux systèmes à sec, les scies à chaînes sont interdites, Les machines pour travail à sec sont équipées d'une aspiration, Lors d'emploi de "cutter" les opérateurs sont munis de gants, Vérification journalière des matériels. Personnel formé à l'utilisation des produits et/ ou matériels (ex: flexibles à air comprimé)</p>	
Source d'asphyxie	<p>Intervention dans silo existant Si présence humaine à l'intérieur de locaux pouvant générer l'émanation de gaz, les travaux devront être réalisés par des personnels formés à ce type de travaux (aptitude médicale requise) La ventilation devra être suffisante au regard des risques générés (poussières/ plomb/ etc) : EPI adaptés et ventilation mécanique si nécessaire Détecteurs de gaz</p>	
Inflammation, explosion	<p>Intervention dans silo existant Détecteurs de gaz(méthane/ sulfure d'hydrogène/ biogaz) Ces détecteurs devront être prévus après analyse des risques par l'entreprise sur chaque point fort (ex: fosse à boues) Aucun travail à point chaud ou générateur de flamme ou d'étincelle ne sera admis sans détection de gaz préalable et travaux de curage/ vidange adaptés Curage des boues résiduelles (le bassin étant</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	censé être inutilisé depuis plusieurs années selon renseignements VERDI) par une entreprise agréée Port des EPI adaptés Personnel formé Travail en binôme (pas de poste de travail isolé)	

Séquence : 3 - TRAVAUX DE VRD

LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Environnement naturel	Risques de pollution Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation. Posséder des kits antipollution adaptés pour les engins et extincteur Tous produits présentant des risques de pollution environnementale (ex: hydrocarbures, huiles) seront stockés sur un dispositif de rétention. Les effluents issus du nettoyage des rétentions seront traités dans des filières appropriées.	Concertation pour analyse coactivité. Respect de la zone de travail balisée
Collision, heurt	Zone de travaux isolée du risque routier par protection fixe (ex: barrières + signalétique) Pas de travailleur isolé, port des EPI. Véhicule équipé d'un gyrophare sur le toit et plaque de service si intervention ponctuelle en dehors d'une zone d'intervention balisée	Respect du balisage d'avertissement de la zone en cours de travaux
Choc, coupure, piqure	Pas de travailleur isolé, port des EPI. Botte haute, gants + tenues manches longues Trousse de premiers secours adéquate (médecin du travail) + SST	
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage : Définir des zones d'interdiction d'accès (balisage ou barrière) Les étalements et les coffrages des ouvrages doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux. Échafaudage adapté au stockage des matériaux	
Engins et matériels	Engins de chantier Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au	Pas de coactivité simultanée à proximité du matériel.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part. Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite délivrée par l'employeur Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Les engins devront être à jour des VGP</p> <p>Levage-manutention Examen d'adéquation des appareils de levage Plan d'adéquation à transmettre au CSPS avant toute utilisation et ce pour chaque configuration de poste, la fiche d'adéquation de levage étant sur modèle EDF. La capacité portante de la plateforme de grutage devra être justifiée. Abonnement météo</p> <p>Véhicules Les véhicules doivent être équipés d'au moins un gyrophare, un triangle de présignalisation et un gilet rétro-réfléchissant, rangés dans l'habitacle et conformes aux normes CE, ainsi qu'une trousse de secours et d'un extincteur.</p> <p>Autres Utilisation des équipements de protection individuelle nécessaires (casques, lunettes et/ou visière, gants, chaussures de sécurité). Outillage conforme (présence de protections collectives, carters, etc.). Utilisation de prolongateur de type H07 RVF à l'exclusion des rallonges de couleur orange et/ou blanche. Chaque entreprise doit veiller à ce que: Toutes les machines utilisées sont homologuées et possèdent les arrêts, protections, carters et aspirations, réglementaires, à jour des vérifications périodiques, équipé de ses protections intégrées. La réglementation en vigueur pour l'installation de machines en ateliers s'applique également sur les chantiers de bâtiment et travaux publics, Le travail est favorisé par l'utilisation d'établi ou table de travail munis de points de fixation des pièces à travailler, Les opérateurs sont qualifiés et équipés des protections individuelles adaptées, Les scies de chantier (à proscrire dans la mesure du possible) sont installées sous abri et sont équipées des protections et guides</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>nécessaires, Le sciage à eau est privilégié aux systèmes à sec, les scies à chaînes sont interdites, Les machines pour travail à sec sont équipées d'une aspiration, Lors d'emploi de "cutter" les opérateurs sont munis de gants, Vérification journalière des matériels. Personnel formé à l'utilisation des produits et/ou matériels (ex: flexibles à air comprimé)</p>	
Contraintes météorologiques	<p>Ne pas intervenir en cas de mauvaises conditions météo : pluies, vents violents, orages et autres. Consultation quotidienne des prévisions météorologiques du jour auprès de Météo France ou d'un service équivalent, notamment pour anticiper le risque de crues.</p>	
Travail en hauteur	<p>Toujours privilégier les équipements en protection collective Respect du Décret du 01/09/2004 Mise en place en bordure du risque les protections collectives ou balisages adaptés en retrait du risque (ex: têtes de talus des bassins) Si impossibilité technique d'avoir recours à un tel équipement, travaux réalisés par personnel formé aux travaux sur cordes, après autorisation du CSPS et du MOE.</p> <p>La périphérie de toute plateforme située en hauteur devra être protégée au moyen de gardes corps complets (lisse haute: 1 à 1.10m ht; lisse intermédiaire à 0.50 m et plinthe de 0.15 m) fixés de manière durable et efficace Ces équipements ne devront pas gêner la pose des équipements définitifs (ex: garde-corps, caillebotis) En cas de superposition de tâches au droit des trémies un platelage sera mis en place afin de protéger les salariés des risques de chutes divers et de gravois de démolitions ou en surplus</p>	
Routier, autoroutier	<p>Balisage des zones de levage S'assurer de l'aménagement des accès Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Nettoyage fréquent des chaussées. Mise en place de la signalisation adaptée dans les zones en travaux. Port des EPI spécifiques travaux routiers sous circulations avec habits réfléchissants classe 3, chaussures et ou bottes de sécurité, casques, y compris pour les chauffeurs Engins, matériels et PL équipés d'avertisseur sonore en marche arrière, rétroviseurs,</p>	<p>Accès interdit dans la zone d'évolution des engins. Signalisation temporaire de chantier conforme au code de la route et autorisation de voirie. Port des EPI, casque antibruit. Coactivité et superposition de tâches interdit.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	plaques de signalisation, caméras de reculs (engins TP et PL) et gyrophare Circulation piétonne sur les bas-côtés, ne pas emprunter les voies de circulation Guidage des PL dans les zones étroites et sans visibilité par hommes trafics identifiés. Port des EPI adaptés aux travaux	
Voisinage	Chantier clos pour éviter toute intrusion du public (accès interdit à toute personne étrangère au chantier)	
Travail isolé	Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.	
Produit inflammable	Il est rappelé qu'aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments. Forcer la ventilation des locaux en cas d'emploi de produit à base de solvant . Afficher le risque à l'entrée des locaux et informer au préalable le maître d'oeuvre et le CSPS pour prise en compte dans la planification des tâches	
Produits dangereux	Chaque entreprise doit demander les fiches sécurité des produits employés, lire attentivement la notice d'utilisation, de stockage, d'élimination, transmettre les consignes aux opérateurs pour mise en application sur place, Fournir les fiches de données de sécurité au coordonnateur SPS et les respecter Un registre des produits dangereux doit être consultable dans les bureaux de chantier.	
Manutention manuelle	Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens. Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention verticale mis en service pour les travaux. Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail. Le matériel sera hélicopté ou acheminé par engins de chantier via la piste surplombant la conduite pour les éléments non transportable manuellement. Toute charge devra être maintenue durant son transport et sa pose par des moyens appropriés définis au préalable par l'entreprise et systématiquement par 2 points d'accroche minimum, le levage par simple étranglement étant interdit.	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Ces dispositifs devront être explicitement indiqués dans le PPSPS et obtenir l'accord du MOE et du CSPS.</p> <p>Interdiction de se tenir sous une charge en cours de manutention</p> <p>Balisage de la zone de levage</p> <p>Le désélingage des charges devra pouvoir se faire depuis le sol sans avoir nécessité de monter en hauteur</p> <p>Dans le cas contraire, le technicien interviendra depuis un équipement adapté dans le respect du Décret du 01/09/2004.</p>	
Contact électrique direct ou indirect	<p>Norme NFC 18510 applicable pour les activités sur les ouvrages électriques</p> <p>Intervention uniquement par du personnel habilité et formé à ce risque.</p> <p>Conformité de l'installation électrique avec différentiel 30mA.</p> <p>Respect de la procédure de consignation.</p> <p>Balisage des zones et affichage du risque..</p> <p>Veillez à la fermeture des armoires et coffrets électriques.</p> <p>Utilisation de rallonges H07RNF d'une longueur maximale de 25 mètres</p> <p>Travaux dans locaux confinés ou humides ou conducteurs: utiliser du matériel sur batterie ou alimenté en 24 V(TBTS).</p>	
Bruit, vibrations	<p>Dispositions de nature à éviter la co-activité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique (forage, sablage, application de substances toxiques ou explosives, soudure, travaux bruyants ...):</p> <p>Le niveau sonore de chaque poste de travail doit être de 80 dB maximum,</p> <p>Tous les intervenants exposés momentanément à un niveau sonore supérieur à 80 dB doivent porter les protections auditives appropriées,</p> <p>Tout poste de travail exposé d'une manière prolongée à un niveau sonore de plus de 80 dB doit faire l'objet d'une étude particulière (protections particulières, décalage du planning, neutralisation de la zone exposée, etc.),</p>	
Inhalation poussières	<p>Poussières (forage, ciment, silice,...) :</p> <p>Lors des opérations entraînant l'émission de poussières, il est nécessaire d'utiliser des machines disposant d'équipement aux normes en vigueur et de système de captation à la source.</p>	
Travaux à point chaud	<p>Demande de permis de feu auprès de l'exploitant pour tous travaux générateurs de flammes, points chauds, étincelles</p> <p>1/ Extincteur homologué et vérifié par poste</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>de travail.</p> <p>2/ Personne formée au maniement des extincteurs.</p> <p>3/ S'assurer qu'aucun matériau combustible est situé sur la zone de travaux ou à proximité.</p> <p>4/ Mise en place d'écrans de protection sur chaque aire de travail.</p> <p>5/ Inspection des lieux après travaux.</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>Cheminelements</p> <p>Création de cheminelements piétons stabilisés, balisés et dotés de dispositifs permettant de franchir aisément des zones fortement inclinées (ex: main courante) selon plan de circulation préalablement soumis.</p> <p>Ces cheminelements seront matérialisés (ex: barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête).</p> <p>État d'ordre et de propreté permanent.</p> <p>Évacuation des palettes et déchets au fur et à mesure sur les zones de travaux, celles-ci devant rester dégagées de tout obstacle.</p> <p>Les trémies ou regards sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied.</p> <p>En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.</p> <p>Interdiction de franchir un balisage de sécurité.</p> <p>Protections collectives autour des fouilles, têtes de talus ou tranchées en cas de poste de travail à proximité et a minima d'un balisage en retrait des fouilles (1 m minimum).</p> <p>En l'absence de poste de travail à proximité, mise en place d'un balisage constitué au minimum, d'un grillage avertisseur orange tendu à l'aide de piquets, ou dispositif d'efficacité équivalente</p> <p>Installations de moyens d'accès sûrs au plus près du poste de travail.</p> <p>Maintenir les circulations propres et dégagées.</p> <p>S'assurer que les chemins d'accès sont corrects (ex: nivelés/ absence de trous, d'ornières, obstacles,...)</p> <p>Nettoyage des postes de travail à l'avancement et a minima de manière quotidienne</p> <p>Cadencer les approvisionnements en matériaux et matériels, en respectant le planning , et afin d'éviter l'encombrement du chantier.</p> <p>Préciser les zones de stockage sur plan et la durée d'immobilisation de ces zones.</p>	<p>Respect du cheminement piétons (pas d'encombrement et d'obstacle même temporaire) ainsi que des zones de travail et de levage balisées</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Passerelle sécurisée de franchissement pour tranchée d'une largeur sup à 40 cm. Mettre en place les moyens d'accès en fond de fouille.</p>	
Stabilité, renversement	<p>Décaissés et excavations signalés , balisés Calage correct des engins notamment de levage, réalisation d'un examen d'adéquation levage. Talutages à 1 pour 1</p> <p>Tranchées Talutage au-delà de 1,30 m de profondeur (ou blindage/ ou réalisation de banquettes) Passerelle sur tranchée Il ne pourra être procédé à l'enlèvement d'un blindage ou d'un étrésillon que lorsque des mesures de protection efficace auront été prises pour éviter tout risque d'éboulement Ne pas stocker de matériaux, déblais ou matériels à proximité immédiate des fouilles afin d'éviter tout risque d'effondrement : tenir compte également des surcharges liées au passage d'engins de chantier</p>	
Réseaux	<p>DICT Ensemble des personnels et encadrement formés au risque AIPR Marquage-piquetage en amont des travaux, celui-ci devant rester visible de manière durable et efficace durant tous les travaux Au besoin, détection des réseaux si la classe indiquée sur les DICT reste aléatoire</p>	
Noyade	<p>La présence de l'eau dans l'environnement de travail nécessite une analyse des risques et une organisation de prévention et de sauvetage éventuel spécifiques. Prévenir la noyade est un impératif qui passe d'abord par les mesures techniques évitant une chute dans l'eau, puis par des équipements individuels de flottaison, la disponibilité d'équipements de sauvetage, la prohibition du travail isolé et la formation au sauvetage et aux premiers secours. La réglementation des travaux au-dessus et à proximité de l'eau L'article R 4534-136 du Code du Travail stipule que : « Lorsque des travailleurs sont exposés à des risques de noyade, l'employeur prend les mesures particulières de protection suivantes : 1. Les travailleurs exposés sont munis de gilets de sauvetage ; 2. Un signal d'alarme est prévu ; 3. Le cas échéant, une barque au moins, conduite par des marinières sachant nager et plonger, est placée en permanence auprès</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	des postes de travail les plus dangereux. Cette barque est équipée de gaffes, de cordages et de bouées de sauvetage. Le nombre de barques de sauvetage est en rapport avec le nombre de travailleurs exposés au risque de noyade	
Chute d'objets, éclats	Balisage des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Protection des trémies, plinthes en pied de garde-corps Port du casque obligatoire Plinthes sur plancher . Étude et mise en oeuvre d'éléments préfabriqués en vue de simplifier la tâche et de diminuer les risques, Lors de la préfabrication des éléments (compris pièces en béton cellulaire), incorporation des douilles et ancrages Le point devra être fait avec le(s) fournisseur(s) afin que les livraisons d'éléments préfabriqués soit réalisé dans l'ordre de pose de manière à limiter les manipulations et stockages inutiles Montage à la grue d'éléments préfabriqués ; les points d'élingage seront étudiés et matérialisés (2 points d'accroche minimum : les élingages simples par étranglement seront interdits), Etude du mode opératoire et choix du matériel approprié pour le montage des tours d'étalement	
Chute et heurt avec charge en mouvement	Chef de manœuvre pour guider le grutier Le guidage et la retenue de ces éléments contre le phénomène de "girouette" du au vent ou à des chocs avec les arbres ou bâtiments existants, s'effectuera à partir du sol et à une distance suffisante des charges levées. Ces opérations seront assurées par un chef de manoeuvre	

Séquence : 4 - TOUS LOTS

LOTS AMELIORATION COLLECTE EU - REHABILITATION DE LA STATION DE TRAITEMENT

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Amiante	Rapport Amiante/ HAP en enrobés BUREAU VERITAS ref. 7330011-2 daté du 20/11/2019 ne faisant pas état de présence d'amiante mais signale des seuils de HAP > 50mg/kgms (voir détails sur rapport) Rapport Amiante Avant Travaux du silo existant, fosses septiques et réseaux enterrés non communiqués Dans le cas de découverte de matériaux à	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>base d'amiante ou susceptible d'en contenir, l'entreprise doit le signaler immédiatement aux Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, Coordonnateur, afin de prendre les mesures nécessaires conformément à la réglementation</p> <p>Présence de HAP En matière de prévention, il convient d'informer le personnel intervenant sur ces enrobés des risques encourus. Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) sont classés cancérogènes de catégorie 1A et peuvent être à l'origine de certains cancers (cutanés, pulmonaires, vessie). Les maladies provoquées par les produits dérivés de la houille peuvent faire l'objet d'une prise en charge au titre des tableaux 16 et 16 bis des maladies professionnelles du régime général de la Sécurité sociale.</p> <p>L'exposition aux HAP peut surtout avoir lieu par voie cutanée, ou par inhalation de fumées, lorsque les liants sont chauffés. Par conséquent, afin d'éviter le contact cutané, en plus du port de vêtement à usage unique (combinaison type Tyvek) et de gants avec manchettes en nitrile ou néoprène, des mesures strictes d'hygiène doivent être adoptées : lavage régulier des mains, du visage ; prise de douche en fin de poste.</p> <p>Néanmoins, leur présence dans les poussières issues du grenailage ne peut être exclue. Les mesures de prévention prévues contre les poussières, et notamment pour la silice cristalline, permettront de couvrir le risque lié à l'éventuelle présence de HAP. Dans ce cas, privilégier les interventions avec la mise en place de protections collectives (aspiration à la source ou travail à l'humide). Il est possible de compléter ces dispositifs par le port d'un masque FFP3 pour les poussières ou A2P3 en cas de présence simultanée de poussières et de fumées.</p>	
Plomb	<p>Rapport Plomb Avant Travaux du silo existant, fosses septiques et réseaux enterrés non communiqués</p> <p>L'interdiction du plomb dans les peintures s'est faite en plusieurs étapes, dont les principales sont : à partir de 1913, interdiction de gratter et poncer à sec, puis en 1948, interdiction d'emploi de peinture à la céruse</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>pour les professionnels. Mais ce n'est que l'arrêté du 1er février 1993 qui prononce l'interdiction de mise sur le marché et d'importation des peintures au plomb, puis le décret du 23 décembre 2003 pour la mise en oeuvre dans tous travaux de peinture.</p> <p>Le plomb, substance CMR (cancérogène, mutagène, toxique pour la reproduction), est classé toxique pour la reproduction de catégorie 1 et cancérogène de catégorie 3. Le seuil de 1 mg/cm² vise à protéger la population des risques de saturnisme (Code de la santé publique).</p> <p>L'accessibilité au plomb doit être combattue par les propriétaires des bâtiments d'habitation construits avant 1949, et le diagnostic est considéré comme positif au-delà de 1 mg/cm².</p> <p>Pour le chef d'entreprise, la réglementation à prendre en compte est celle du Code du travail, pour tous travaux sur supports plombés (peintures cérusées, canalisations, éléments de couverture, etc.) : articles R.4412-1 à -58 (risque chimique), R.4412-59 à -93 (CMR), R.4412-152 et -153 (valeurs limites), R.4412-156 à -159 (hygiène), R.4412-160 (surveillance médicale renforcée).</p> <p>Se conformer à la note ED6374 INRS</p>	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
 - La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que le Titulaire de Travaux soit chargé de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
 - La maintenance des protections collectives est à réaliser par le Titulaire de Travaux.
 - Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place.
- L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
 - Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
 - Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
 - Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
 - Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
 - Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une

information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)
Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux.

Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, la Maitrise d'Oeuvre désignera une entreprise de substitution à la charge de l'entreprise défaillante qui sera tenue de se substituer à celle-ci.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée

Le chantier ne pourra alors reprendre sur présentation de l'analyse de situation et la mise en oeuvre des mesures de traitement par le Titulaire de Travaux ou ses sous-traitants. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, la Maitrise d'Oeuvre désignera une entreprise de substitution à la charge de l'entreprise défaillante qui sera tenue de se substituer à celle-ci.
En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée

Le chantier ne pourra alors reprendre sur présentation de l'analyse de situation et la mise en oeuvre des mesures de traitement par le Titulaire de Travaux ou ses sous-traitants. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit s'opérer sur ceux n'entraînant pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc...

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles...).

Ce paragraphe devra être complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible.

Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définis par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposés par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

Un PV de réception établi par organisme externe est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum et réaliser des vérifications régulières le temps des travaux.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un panneau indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Véhicules

Les véhicules doivent être équipés d'au moins un gyrophare, un triangle de présignalisation et un gilet rétro-réfléchissant, rangés dans l'habitacle et conformes aux normes CE, ainsi qu'une trousse de secours.

Tous les véhicules d'intervention, de travaux et de service qui interviennent sur la voie publique doivent faire l'objet d'une signalisation adaptée et réglementaire, selon l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie).

La signalisation lumineuse et complémentaire des véhicules doit être conforme à l'arrêté du 16 novembre 1998.

Les véhicules doivent être équipés d'au moins une trousse de secours et d'un extincteur. Depuis le 1er octobre 2008, tous les véhicules en circulation doivent être équipés d'un triangle de présignalisation et d'un gilet rétro-réfléchissant, rangés dans l'habitacle et conforme aux normes CE.

Engins de chantier

Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul

Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part.

Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite délivrée par l'employeur

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chantier à faible impact environnemental

Tri des déchets in situ

Loi sur l'eau sous contrôle de l'ONEMA (Police de l'eau)

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Le Titulaire du Marché est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement

- D.I.C.T - **DT-DICT**

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Les renseignements sont obtenus auprès des exploitants (DICT) et du responsable de projet. Les entreprises travaillant à proximité de réseaux enterrés et aériens établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées au responsable de projet.

Les travaux ne peuvent commencer que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

Réforme DT-DICT du 1er juillet 2012

L'encadrant du chantier ainsi que la totalité des conducteurs d'engins doivent être titulaires de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par l'employeur et obligatoire à dater du 1er janvier 2018, l'ensemble des intervenants depuis le 1er janvier 2019.

- Demandes d'arrêtés - Arrêté de voirie pour toute emprise ou intervention au droit du domaine public.
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

En cas de découverte d'engins de guerre : baliser la zone, alerter la gendarmerie la plus proche (Tél 17) arrêter tous les travaux, procéder à l'évacuation de la zone et laisser des "vigiles" en attendant les démineurs.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Voisinage de réseaux enterrés

Le Titulaire notamment lors de la réalisation de terrassements, de carottages, des sondages, réalisera des DICT et des opérations de reconnaissance, de piquetage des réseaux et si besoin protection de ceux-ci ou consignation pour éviter tous risques de contacts et accidents.

PM travaux à moins de 1,50m d'un ouvrage enterrés se fera avec dégagement manuel pour éviter les heurts de canalisations ou réseaux à risques (électricité, gaz etc.).

Activité de la base

Les usagers et personnels de la base ne devront en aucune manière être impactés par les travaux.

Le Titulaire veillera aussi à éviter le dégagement de poussières vers les voies publiques ouvertes à la circulation.

Ainsi il procédera si besoin au nettoyage des voiries du chantier et à ses abords.

Il procédera de plus à l'arrosage des zones et postes de travail pour réduire ces émissions de poussières.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet à la date de rédaction du présent PGC.

Dans le cas où un chantier voisin serait d'actualité, le CSPS prendra contact avec son homologue afin de déterminer les règles communes visant à gérer la coactivité entre les 2 opérations, ce en accord avec les MOA et MOE des 2 opérations respectives (clôture, gestion des accès, interférences des engins de levage, etc).

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

La présente opération est un chantier clos et indépendant soumis au Décret du 26/12/1994 (Coordination SPS).

Dans le cas où l'entrepreneur devrait intervenir dans une zone extérieure à cette délimitation, celle-ci serait gérée par l'exploitant sous Décret du 20/02/1992 (Plan de Prévention).

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Permis de feu établi par l'exploitant (1DIV/ 1RA) pour tous travaux générateurs de risques flammes, étincelles, points chauds.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans les cantonnements de chantier.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Chaque entreprise doit avoir un sauveteur secouriste du travail (SST) par équipe au travail, pour assurer les premiers secours aux victimes.

Le sauveteur secouriste du travail doit être à jour de son recyclage.

Le nom de chaque sauveteur secouriste du travail est communiqué par chaque entre-prise à la maîtrise d'œuvre et au coordonnateur SPS.

Chaque sauveteur secouriste du travail porte visiblement et durablement sur sa tenue de travail un badge l'identifiant comme sauveteur secouriste du travail.

Définir les procédures d'organisation des secours :

Consignes de premiers secours

1. Ne pas bouger la victime.
2. Protéger la victime.
3. Prévenir les secours.
4. L'appel
 - rester calme.
 - faire le 18, le 15 pour le SAMU. (le 112 en cas d'utilisation d'un téléphone mobile).
 - donner l'adresse du chantier (N°, rue, Immeuble).
5. Préciser
 - le nombre de victimes.
 - la nature des blessures.
 - ne pas raccrocher le premier, donner votre numéro de téléphone.
6. Prévoir
 - une personne en attente à l'entrée du bâtiment ou du chantier afin de guider les secours.
 - ne jamais laisser une victime seule.

Liste

- des secouristes (formés ou à former) dans le chantier
- affiche "appel en cas d'accident" à renseigner

- du matériel médical existant sur le chantier

Petit matériel de secours

Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de pharmacie complète, maintenue à jour.

Son contenu peut être défini ou complété par le médecin du travail de l'entreprise et utilisé par une personne compétente.

Extrait NOSSE (novembre 2024):

EDF exige la mise à disposition sur chantiers a minima un défibrillateur semi-automatique (DSA) pour les chantiers de plus de 10 travailleurs et d'une durée supérieure à 1 mois s'il n'y a pas de DSA à disposition dans un périmètre de 500m, ce qui est le cas à Crissey.

L'affiche "EN CAS D'ACCIDENT" (JOINTE EN ANNEXE) convenablement remplie pour le chantier est affichée visiblement et durablement près du téléphone par le lot gros œuvre.

Appel au secours

Chaque entreprise est tenue d'informer son personnel sur le lieu et l'endroit où se trouve le téléphone en cas d'appel des secours et d'indiquer les différents points de rassemblement ainsi que la procédure envisagée pour porter les premiers secours, l'appel des services d'urgences

Chaque entreprise doit s'assurer de disposer d'un moyen de communication pour pouvoir joindre immédiatement les services de secours (vérifier qu'il y ait un réseau de téléphonie mobile en tous points du chantier).

Déclaration

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents sont signalés au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1. ICI CHANTIER : QUARTIER AILLERET 1er RA - MISE EN CONFORMITE STEP

Adresse : QUARTIER AILLERET 90140 BOUROGNE

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP